

Masculinisme et criminalité sexiste

Martin Dufresne

Volume 11, numéro 2, 1998

Ils changent, disent-ils

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/058007ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/058007ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Le réseau Internet permet d'observer et de contrer une fonction active de reproduction et d'accroissement de la suprématie masculine, le mouvement masculiniste, dont le discours sur la condition masculine et le travail d'organisation politique des hommes en tant qu'hommes, à titre de pères ou de porte-parole des enfants, a des effets repérables sur la criminalité sexiste, allant du vol de pensions alimentaires jusqu'au harcèlement et au meurtre.

Éditeur(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (imprimé)

1705-9240 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Dufresne, M. (1998). Masculinisme et criminalité sexiste. *Recherches féministes*, 11(2), 125–137. <https://doi.org/10.7202/058007ar>

Masculinisme et criminalité sexiste

Martin Dufresne

Appliquer un moteur de recherche Internet aux sites du Web ou aux messages de groupes de nouvelles (*newsgroups*) archivés, afin d'y repérer en français et en anglais les thèmes correspondant à la «condition masculine», aux «droits des hommes» et aux «droits des pères», permet d'observer *in vivo*, plus aisément que l'on ne pouvait le faire auparavant, des organisations¹, des manifestes², des propos outranciers³ et des mobilisations⁴ qui peuvent servir d'indicateurs d'un processus actif et délibéré de reproduction du pouvoir masculin. C'est aussi découvrir un *lobby* d'incitation et d'appui à la criminalité sexiste et confirmer les témoignages des femmes à qui elle est infligée, sur un continuum allant du harcèlement au meurtre (Chesler 1986; VCASAA 1996; Acker 1998).

C'est du moins la conclusion à laquelle est parvenu le Collectif masculin contre le sexisme (CMCS). Ce dernier a été créé en 1979 à Montréal par une dizaine de participants masculins à un colloque organisé par le gouvernement québécois sur le viol et la pornographie. Partant de la prémisse d'une mauvaise information des hommes au sujet de ces réalités, nous nous étions alors donné pour projet de les sensibiliser par des conférences et des ateliers en milieu communautaire et scolaire.

Nous avons d'abord constaté les lacunes de notre analyse initiale : loin d'être sous-informés des pratiques sexistes, la plupart des hommes abordés les connaissaient, y étaient (plus ou moins) associés et, surtout, les justifiaient. En réponse à nos arguments proféministes contre la pornographie et le viol, nombre d'entre eux tenaient un contre-discours qui prêtait aux hommes un statut de «victime» dans ces dossiers et devant les femmes en général, notamment dans les rapports hétérosexuels et familiaux⁵.

1. On peut notamment partir des mégasites tenus à jour par David Throop (www.vix.com/men/) et Peter Zohrab à (www.backlash.com/). En français, les sites www.cam.org/~gepse/ et www.mcp/int.ch sont aussi révélateurs.
2. Fathers Manifesto : <http://fathers.zq.com/manifest.htm>; Men's Defense Manifesto : www.mensdefense.org/manif0.html.
3. Voir notamment <http://www.gate.net/~liz/fathers/> et www.safari.net/~nicks/famlaw/fr.
4. Voir, pour le Canada, <http://www.sharedparenting.com>, et pour une analyse novatrice de la collusion croissante entre les masculinistes et l'État américain, les textes de Trish Wilson : <http://members.aol.com/asherah/articles00.html>, notamment à propos du *Fatherhood Project*. Pour Marie Abdelmalik, féministe canadienne participant à la liste de discussion Internet WJN-ACTION-L, gérée par la coalition Women's Justice Network : «Les *lobbyists* du droit paternel que je trouve politiquement dangereux sont ceux qui maîtrisent bien leur haine et leur colère pour étaler plutôt une rhétorique égalitaire, en insistant sur la «nécessité» d'un mode «non antagoniste» de règlement de litiges et tout ce blabla, afin de faire passer leur programme politique. Ce genre de personnes semblent raisonnables, notamment lorsqu'elles possèdent des qualifications académiques, et ont une influence considérable sur l'opinion publique, les lois et les décisions politiques.» (WJN-ACTION-L (liste de discussion Internet relative au Women's Justice Network), message «Strategies and Reflections», 20 novembre 1998)
5. Ce discours a particulièrement été tenu au Québec par les artisans de la revue *Hom-Info* au début des années 80. Il se poursuit aujourd'hui dans les rituels néo-jungiens pratiqués au sein

Nous associons ce discours au «masculinisme» (*men's movement*), sur lequel se penchent des féministes depuis déjà longtemps (Ehrlich 1975; Rennie et Grimstad 1977; Bradshaw 1982; Leonard 1982; Ehrenreich 1983). Nous donnons au masculinisme la définition opérationnelle suivante : *les discours revendicateurs formulés par des hommes en tant qu'hommes*.

Le présent article regroupe quelques faits et notes issus de notre pratique d'opposition à ce mouvement qui utilise la notion de «droits des hommes» dans le but d'entraver l'établissement d'une véritable société de droit. Nous identifions notre action à une lutte pour l'équité sexuelle⁶.

Un mouvement de ressac organisé

Même si quelques membres du groupe initial étaient plutôt sensibles à une perspective centrée sur les intérêts masculins – par exemple, déplorer le «prix à payer pour être un homme» en faisant l'impasse sur ce que ce prix achète et sur ce que paient femmes et enfants –, le CMCS s'est rallié dès ses débuts aux thèses féministes de l'oppression de genre (Delphy 1970; Rich 1981; MacKinnon 1982) et à une pratique d'appui aux luttes des femmes, notamment par un travail de recherche et d'action par rapport aux divers modes de protection, et surtout de renforcement délibéré du pouvoir masculin dans un mouvement de ressac que documente Susan Faludi dans l'ouvrage *Backlash* (1991). Nous cherchions, plutôt que de tenter de nous imposer dans l'espace féministe, à nous responsabiliser devant les hommes, c'est-à-dire à documenter et à tenter de contrer⁷ les offensives masculines explicites contre les droits des femmes et des enfants, tout en travaillant à attirer des hommes «dissidents» au CMCS.

Au Québec, nous avons d'abord rencontré les militants masculinistes sur le terrain, dans les assemblées communautaires organisées à Montréal au début des années 80 par l'équipe de la revue *Hom-Info*, qui disait vouloir favoriser l'expression des hommes sur leur «détresse» quant au féminisme et aux revendications des femmes dans les couples hétérosexuels. La «parole d'homme» y était cependant strictement balisée puisque étaient interdits toute objectivité ou tout acquiescement aux dires des femmes («Parle au Je!»), toute reconnaissance de torts sexistes infligés par des hommes («Culpabilité!») et surtout toute contestation de propos ou gestes misogynes, au nom d'une fraternité mâle posée en axiome⁸ ...

du Réseau hommes-Québec (RHQ) créé par le psychanalyste Guy Corneau. On incite par exemple les hommes à créer, puis à brûler une effigie emblématique de «la personne qui vous fait le plus souffrir» (information glanée au congrès de fondation du RHQ à Montréal en 1994).

6. Cette référence éthique proposée par John Stoltenberg (1990) nous semble ancrer une politique qui échappe à tout piège identitaire.
7. Cela nous a bien sûr valu notre lot d'intimidation et de menaces...
8. Ces règles sont exposées dans Broué (1984). Exemple typique observé à une de ces réunions, aux Ateliers d'éducation populaire de Montréal, en 1983 : un homme raconte, sans l'ombre d'un remords, avoir abandonné sa conjointe deux semaines avant un accouchement et avoir refait irruption dans sa vie cinq ans plus tard; tous s'indignent que cette femme ose lui contester les «droits du père» et n'expriment que de la sympathie à cet homme. La dynamique masculiniste refait présentement surface en France avec le Réseau européen des hommes profémnistes (brochure de promotion du Réseau et entrevue réalisée par Anne-Françoise Khanine en octobre 1998, «Les alliés des femmes», *Lunes*, 1 : 24-29), comme dans la notion d'une «écoute» due aux «hommes violents» (Welzer-Lang 1992).

Des répercussions concrètes du masculinisme

Le rappel sonné par les masculinistes, au nom d'une prétendue discrimination subie par les hommes, a joui – au Québec comme aux États-Unis (Ehrenreich 1983) – d'un accueil plus qu'enthousiaste des maisons d'édition et des médias de masse, qui ont relayé ces messages implicitement ou explicitement antiféministes à l'ensemble de la population. Une des conclusions de nos recherches a été l'influence vérifiée de ces discours sur certains hommes dans des sévices infligés à leur conjointe et à leurs enfants. En septembre 1984, par exemple, un nourrisson est mort d'inanition à Montréal après que le père eut décidé d'empêcher la mère d'allaiter. Forçant celle-ci à aller travailler comme danseuse *topless*, Aldo Zurlo s'était approprié la préparation de biberons, qu'il allongeait d'eau par mesure d'économie. À son procès pour l'homicide involontaire d'Aldo Junior, Zurlo a justifié sa décision en disant avoir été prévenu contre le lien mère-enfant créé par l'allaitement : «On m'avait dit qu'il serait plus attaché à elle qu'à moi⁹. »

Plus récemment, on a vu en 1995 un homme réclamer (et obtenir) d'un tribunal de Longueuil (Québec) une injonction interdisant à son ex-conjointe d'allaiter, de façon à lui enlever un argument contre la garde partagée de l'enfant, réclamée presque immédiatement après l'accouchement¹⁰. Une manifestation de femmes – qui ont allaité en public dans le hall du palais de justice de Longueuil – a forcé le renversement précipité de cet arrêt.

Si les hommes revendiquent en tant qu'hommes, ils ne le font pas toujours en leur propre nom. L'idéologie masculiniste a des effets particulièrement dévastateurs lorsqu'elle amène des hommes à phagocyter l'enfant et à s'y identifier dans leur guerre contre les femmes¹¹. À Deux-Montagnes, en 1993, Daniel Riendeau, étudiant en psychologie incarcéré pour violence conjugale qui avait, de sa cellule, envoyé à sa conjointe des menaces de mort extrêmement précises, s'est tout de même vu accorder un droit de visite non surveillée de son fils Alexandre, 7 ans, à l'occasion de Noël, malgré les représentations contraires de la police et de sa conjointe. Riendeau en profita pour étrangler l'enfant «afin de lui éviter d'être élevé sans père comme moi¹².» Il posa sur le cadavre, ouvert en bonne page, le best-seller masculiniste de Guy Corneau, *Pères manquants, fils manqués*. Riendeau regardait d'ailleurs une émission de télévision coanimée par Corneau – qu'il considérait comme son «père spirituel» – au moment de son

9. Témoignage d'Aldo Zurlo à son procès.

10. Décision de la juge Nicole Bénard rapportée dans *La Presse*, 7 mars 1996, A11. Une Québécoise d'adoption nous a également rapporté que son ex-conjoint avait précipitamment saisi son fils, en salle d'accouchement, pour effectuer sur lui un rituel de *bonding* (formation de liens affectifs) que lui avaient recommandé ses collègues universitaires masculinistes.

11. La plupart des microgroupes de pression (il s'agit souvent d'une seule personne) qui militent pour les privilèges des hommes séparés ou divorcés prétendent maintenant le faire au nom des droits de l'enfant (ou de « la famille »), et ce, alors même qu'ils luttent pour remplacer le critère de l'intérêt de l'enfant et de ses droits par des prérogatives accrues pour celui des parents qui laisse à l'autre le **travail** parental, c'est-à-dire le père. On peut citer quelques noms d'organisations : Association L'enfant et son droit, Fathers and Children : Their Society, Groupe d'entraide aux pères et de soutien à l'enfant, National Congress for Fathers and Children, My Child Says Daddy, Organisation de sauvegarde des droits des enfants, Association L'enfant et son droit, Allô Papa Séparation Divorce (APSD), etc. Dans l'esprit de la *pop psychology* américaine, les masculinistes de la Calgary Divorced Parents Association disent mener leur combat antimères à titre d'*adult children of divorce* (message affiché par le groupe de discussion Internet CSOCWORK (liste de discussion Internet canadienne regroupant surtout des travailleuses et des travailleurs sociaux), novembre 1998).

12. Renseignements tirés du dossier de Daniel Riendeau au palais de justice de Saint-Jérôme, n° 700-01-007295-937. Voir aussi Journal de Montréal, 31 décembre 1993, p. 3.

arrestation par la police après une agression infligée à son épouse; il s'apprêtait à rallier le Réseau Hommes-Québec¹³.

Le plus connu des meurtriers revendiquant les arguments masculinistes est l'auteur du massacre de quatorze femmes à l'École Polytechnique de Montréal, le 6 décembre 1989 (Chalouh et Malette 1990; Dworkin 1997). On retrouva sur lui une lettre-manifeste dont la police a empêché la publication et qui n'a finalement été rendue publique qu'un an plus tard par une des féministes ciblée par le meurtrier¹⁴. Marc Lépine y justifiait froidement son geste par des arguments masculinistes classiques à propos des prétendues contradictions des féministes et en parlant de privilèges qu'il estimait appartenir intrinsèquement aux hommes. Était jointe à cette lettre une liste noire qu'il avait compilée¹⁵ de féministes québécoises et d'autres femmes qui avaient réussi dans des domaines traditionnellement masculins; il disait regretter de ne pas avoir eu le temps de toutes les abattre.

On aurait tort de voir dans ces tragédies de simples anecdotes ou cas d'aliénation mentale quand une foule de liens entre l'imagerie masculiniste et le terrorisme sexiste sont vérifiables et devraient faire l'objet de recherches plus poussées. Ehrenreich (1987) s'attarde sur la dynamique psychique du «guerrier» misogyne dans sa préface de l'ouvrage *Male Fantasies*, de Klaus Theweleit, une analyse des journaux intimes tenus par les commandos réactionnaires de l'époque prénazie, les *Freikorpsmen*¹⁶. Plus près de nous, un autre attentat à connotation politique a retenu l'attention du philosophe français Pierre Legendre (1989), qui associe à un enjeu de paternité les meurtres commis par le militaire Denis Lortie cinq ans plus tôt dans les locaux de l'Assemblée nationale du Québec (CMCS 1995)¹⁷.

On peut parler d'effet de miroir entre la spirale narcissique repérable chez les pères meurtriers¹⁸ et certains documents à saveur masculiniste : par exemple, au printemps 1997, un reportage diffusé aux *Beaux Dimanches*, le navire amiral de la programmation à la télévision du réseau français de Radio-Canada, présente des détenus ayant tué conjointe et enfants – et qui vivent en tout confort à l'abri d'autres prisonniers – comme les «survivants de tragédies familiales¹⁹». (Oserait-on parler de nazis comme de «survivants» d'Auschwitz?...) Dans un des fréquents et enthousiastes reportages du *Journal de Montréal* au sujet du principal lobby masculiniste québécois, le Groupe d'entraide aux pères et

13. Placé devant ce sujet deux mois plus tard, au congrès de fondation du RHQ, Corneau a préféré garder le silence.

14. *La Presse*, 24 novembre 1990 : 1-2.

15. Greg Weston et Jack Aubry, «The Making of a Massacre», *Ottawa Citizen*, 7 février 1990, p. A1.

16. Formés, comme Lépine, par d'ex-membres des forces armées, les *Freikorpsmen* ont mené une guérilla d'extrême droite contre la classe ouvrière révolutionnaire allemande durant l'entre-deux-guerres. Sous la houlette de leaders charismatiques, ces futurs membres des troupes d'élite nazies s'enorgueillissaient de piéger et d'assassiner des communistes, et notamment des femmes, qu'ils associaient à une sexualité débridée et au renversement des valeurs patriarcales et traditionnelles. Ehrenreich souligne le sentiment de familiarité que suscite la lecture des fantasmes sadiques et gynophobes colligés et analysés par Theweleit dans *Male Fantasies*.

17. Le 8 mai 1984, un Québécois enrôlé dans les forces canadiennes fait irruption en uniforme à l'Assemblée nationale du Québec, décidé à abattre les leaders du gouvernement (autonomiste), à qui il reproche les sévices que lui infligent des Canadiens anglophones au sein de l'armée. Lortie abat à la mitrailleuse trois employées de l'État avant de se rendre à un «maître d'armes» dépêché sur les lieux. Legendre parle de «meurtre du père»; ne s'agissait-il pas plutôt, sur le plan symbolique, de celui d'une conjointe/mère menaçant de rompre l'ordre établi?

18. Ils laissent souvent, comme Daniel Riendeau, des justifications détaillées, entièrement consacrées à leurs états d'âme. À L'Ancienne-Lorette (Québec), un autre homme en instance de divorce consigne sur magnétophone les dernières pages de son journal intime, forçant sa femme à lui répondre, avant de la tuer avec ses enfants (*Allô Police*, 11 mai 1997 : 12-13).

19. *Face à face avec un meurtrier sexuel*, émission diffusée le 23 février 1997 à Radio-Canada.

de soutien à l'enfant (GEPSE), quelques-uns de ses militants sont présentés comme «des pères qui ne verront pas leur enfant au temps des fêtes²⁰». Il faut lire attentivement le texte pour découvrir que leurs ex-conjointes n'étaient nullement responsables de cette privation, l'un d'entre eux étant incarcéré, l'autre ayant choisi de ne plus voir son fils. Toutefois, au lendemain de la publication de cet article, un Montréalais récemment divorcé a assassiné ses deux enfants *durant leur séjour chez lui, précisant dans un message laissé à la mère qu'il ne pouvait tolérer de ne pas voir ses enfants plus souvent*. Ces infanticides à l'occasion d'un «droit de visite» ou d'une garde partagée se multiplient depuis quelques années au Québec²¹.

Des intérêts matériels à défendre et un lobby des agresseurs

L'essentiel de la criminalité sexiste ne fait pas la manchette. L'argent est le fil rouge reliant la majorité des démarches masculinistes, surtout du côté des hommes divorcés (CMCS 1993). L'Association des hommes séparés et divorcés du Québec (AHSD) incitait il y a quinze ans les hommes à refuser de payer toute pension alimentaire aux enfants s'ils étaient insatisfaits d'une ordonnance de divorce. L'AHSD est aujourd'hui devenue le GEPSE, qui poursuit – intérêt de l'enfant oblige... – la lutte contre la perception du soutien dû aux enfants²².

L'argent est aussi le nerf de la guerre dans le dossier du viol. Les intérêts des agresseurs sont ici notamment défendus par la False Memory Syndrome Foundation (FMSF) (Fondation du syndrome des faux souvenirs), qui regroupe essentiellement des hommes accusés d'inceste par leurs enfants et désireux de se prémunir contre des poursuites civiles (CMCS 1994). Riche d'un budget annuel évalué à un million de dollars américains, la FMSF multiplie les pressions sur les médias et les corporations professionnelles pour faire discréditer ce qu'elle allègue être les «faux souvenirs» de toute personne témoignant contre son violeur. Le CMCS a pris une part active à la confrontation d'un des cadres de la FMSF par une vaste coalition d'organisations montréalaises qui, après s'être renseignés sur ce dossier auprès de féministes américaines, ont chahuté M. Howard Leif, forçant l'Université McGill à mettre un terme à son exposé, particulièrement raciste et sexiste (Kristiansen 1994).

Dans la même veine, des sites Web du lobby masculiniste dirigent les hommes vers de soi-disant «témoins experts» – payés jusqu'à 2 000 \$ par jour malgré une absence patente de qualification professionnelle – qui parcourent le monde pour témoigner aveuglément à l'appui de n'importe quel accusé de viol au nom de statistiques et de «syndromes» inventés de toutes pièces au sujet de l'incidence des fausses allégations dans les plaintes déposées pour viol (Salter 1989; Jones 1994; Smith et Coukos 1997).

On peut parler d'un véritable *lobby des agresseurs*, non seulement à cause de la défense systématique des agresseurs sexistes par les masculinistes – notamment sur les groupes féministes de discussion Internet qu'ils envahissent et

20. *Journal de Montréal*, 20 décembre 1997, p. 3.

21. Notre organisation tient à jour et diffuse une base de données et une affiche dénombrant les femmes et enfants assassinés par des hommes au Québec depuis le 6 décembre 1989 et détaillant chaque cas. Au 17 novembre 1998, on comptait déjà 518 de ces assassinats, dont ceux de 98 enfants, victimes pour la plupart de leur père dans des situations d'exercice des «droits du père» divorcé.

22. Le lobby des pères incite ses membres à une «désobéissance civile justifiée et, en fait, nécessaire» en ce domaine (*Alliance for Non-Custodial Parents Rights* : <http://www.ancpr.org/various.htm>).

occupent pour les paralyser²³ – mais parce que bien des militants de ces groupes ont eux-mêmes des antécédents criminels.

En 1987, un homme ayant purgé dix mois de prison pour avoir kidnappé ses enfants est élu premier président du Conseil canadien des droits de la famille, la nouvelle fédération canadienne des groupes d'hommes divorcés; ses commettants l'ovationnent lorsqu'il se dit encore fier de son geste²⁴. Quelques années plus tard, un masculiniste disant représenter les «hommes battus» est confronté en direct par une animatrice de télévision à propos des menaces de violence laissées par lui sur le répondeur de son ex-conjointe²⁵. En 1998, Kirby Inwood, un autre masculiniste condamné dix ans plus tôt pour assaut contre sa conjointe et leur enfant de 18 mois²⁶ est tout de même accueilli par un comité parlementaire sénatorial canadien qui, noyauté par des masculinistes, recommande de réformer la loi canadienne sur le divorce pour en supprimer toute reconnaissance de la garde d'enfants, au nom des «droits» du parent qui laisse ce travail à l'autre²⁷. Un des directeurs actuels du GEPSE a été arrêté à plusieurs reprises pour harcèlement de son ex-conjointe et de son ex-employeur²⁸.

Au nom du père et de la famille

La paternité semble servir d'alibi dans la dénégation des violences sexistes par le lobby masculiniste. Ainsi, dans une prestation à la radio à l'appui des batteurs de femmes, où il réclame l'arrestation systématique par la police des femmes violentées en même temps que celle de leur agresseur, Yves Ménard, alors président du GEPSE, choisit plutôt de parler de l'arrestation du «père²⁹».... Beaucoup de gens aimeraient croire que les organisations masculinistes rassemblent de «nouveaux hommes» et des pères égalitaires, bien décidés à éradiquer tout stéréotype de genre de la société et de leur propre vie. Ce modèle idéal est vraisemblablement plus rare que ce qu'en disent les médias puisque, selon nos observations sur ce terrain, ce sont les plus agressivement sexistes des hommes dont les masculinistes défendent les intérêts, devant un État et un appareil judiciaire qui commencent à peine à leur demander des comptes. Dans leurs prestations publiques et leur recrutement, parfois effectués directement en milieu carcéral, les masculinistes invitent les hommes accusés de violence sexuelle à communiquer avec eux et les appuient en lançant dans les médias, sans l'ombre d'une preuve, que «plus de 80 p.100» de ceux-ci seraient innocents³⁰.

Selon Warren Farrell, auteur à succès masculiniste (*The Myth of Male Power*) et figure de proue du lobby américain National Coalition of Free Men (NCFM), pour qui le viol marital est un non-sens, l'inceste devrait bénéficier du

23. Par exemple, il y a le groupe de discussion INTVIO-L et les groupes de nouvelles alt.child-support et alt.feminism.

24. Louise Lamb, «Convicted «Childnapper» Heads New Fathers' Rights Group», JURISFEMME, 8, 1, juin 1987 : 24.

25. *The Shirley Show*, émission réalisée à Toronto par Shirley Solomon au Canadian Television Network, 22 février 1992.

26. E. Kaye Fulton, «Champagne Love Affair Burns with Hatred in Toronto Court», *Ottawa Citizen*, 21 mai 1988 : A1; Michele Landsberg, «How Far have We Come on Domestic Assault Issues», *Toronto Star*, 18 avril 1998 : F1.

27. On trouvera dans <http://www.web.net/wjn> un compte rendu de la campagne féministe menée dans ce dossier, ainsi que des hyperliens vers les représentations faites au comité et les divers rapports déposés par les commissaires.

28. Bertrand Desjardins, «Gordon Sawyer encore arrêté!», *Journal de Montréal*, 2 avril 1998 : 4.

29. Radio-journal de 13 h 45, CKAC, 16 mars 1998.

30. Josée Panet-Raymond, «Les pères veulent criminaliser les fausses accusations», *Journal de Montréal*, 12 mars 1998, p. 7. En fait, les études existantes parlent de taux de fausses allégations de 2 à 3 p. 100 (Thoennes et Tjaden 1990; Penfold 1995; APA 1996; Smith et Coukos 1997).

label plus guilleret de «family sex³¹», vu ce que Farrell appelle ses aspects «positifs» qu'il vante, notamment aux adeptes du magazine pornographique Penthouse³². Le lien entre le masculinisme et l'industrie pornographique – le média le plus lucratif aux États-Unis (Lederer 1983) – est significatif. Dans *The Hearts of Men*, Ehrenreich relie les débuts de la vague masculiniste actuelle – il y en a eu d'autres au moment de chaque vague féministe³³ – à des essais parus à la fin des années 50 dans la revue pornographique *Playboy*, où l'on invitait les hommes à se percevoir comme opprimés en tant que pourvoyeurs. Les idéologues masculinistes les plus lus aux États-Unis sont d'ailleurs les chroniqueurs Asa Baber et Sidney Siller, eux aussi affiliés à la NCFM, dont les appels aux armes tirent à plusieurs millions d'exemplaires chaque mois dans *Playboy* et *Penthouse*.

Autre exemple du discours de libération masculine par rapport aux droits des femmes et des enfants : les plus connus des témoins experts pour la défense d'accusés de viol auxquels se réfèrent les sites Web masculinistes ont publié des propos sympathiques à la pédophilie³⁴.

L'accueil du système

Les masculinistes ne font pas qu'affirmer l'innocence des accusés de viol et de violence conjugale; ils travaillent à réduire les condamnations en faisant pression sur l'appareil d'État pour que celui-ci décriminalise *de facto* des actes de violence commis par des hommes en tant qu'hommes, c'est-à-dire contre une femme ou des enfants, habituellement en contexte familial. Pressés par les intervenantes féministes d'agir devant les cas de violence sexiste infligés dans la vie privée, les gouvernements nord-américains ont, plutôt que de sanctionner ces hommes, avalisé et subventionné en catastrophe toute une kyrielle de prétendues «thérapies», et ce, malgré l'absence de la moindre preuve d'une efficacité de ces programmes (CMCS 1997). Au Québec, cette filière «thérapeutique» est, pour une bonne part, entre les mains des ex-rédacteurs de la revue masculiniste *Hom-Info*. L'État et l'appareil judiciaire dirigent ainsi vers des programmes expérimentaux subventionnés quantité de batteurs de femmes, de violeurs, de pères incestueux et autres «gars mal dans leur peau», si tel est leur bon vouloir, leur ménageant ainsi une voie d'évitement qui épargne au système des frais de mises en accusation, d'incarcération, de procédure de déchéance parentale et de mesures de soutien matériel et juridique aux personnes devenues des victimes par le fait de ces hommes. Signe des temps et de la haute tenue morale du mouvement en cause : la première question portée par son président à l'ordre du jour de l'Association des ressources intervenant auprès des hommes violents (ARIHV) – la corporation des conseillers québécois de batteurs de femmes –, lors

31. «Incest», *Off our Backs*, juillet 1983.

32. Philip Nobile, «The Last Taboo : Previously Suppressed Material from the Original Kinsey Interviews Tells Us That Incest Is Prevalent and Often Positive», *Penthouse*, décembre 1977, p. 117 et suiv.

33. Voir Jacques Le Ridier, *Le cas Otto Weininger : racines de l'antiféminisme et de l'antisémitisme*. Paris, PUF, 1982.

34. PAIDIKA : *The Journal of Paedophilia*, hiver 1993, 3, 1, «Interview of Hollida Wakefield and Ralph Underwager»; Richard P. Gardner, *Sex Abuse Hysteria*, 1991 : Lire également Trish Wilson : <http://members.aol.com/asherah/articles00.html>.

35. Observation personnelle consignée dans un rapport détaillé sur cette assemblée de l'ARIHV. Voir Jones et Schecter (1993 : 136-150) et CMCS (1997) pour une analyse des programmes pour maris et conjoints violents.

de son congrès de fondation en 1987, fut la suivante : «Quelle sera notre position face aux médias la première fois où l'un de nos clients tuera sa conjointe³⁶?»

Il s'agit d'un risque très réel puisque, selon une enquête menée en 1988, onze organismes de soutien aux conjoints violents sur quatorze y ayant répondu affirmaient placer le privilège de confidentialité de leurs clients au-dessus de leur responsabilité de prévenir leur conjointe des menaces proférées à son endroit³⁷. Pourtant, le nombre d'assassinats de conjointes (et, lorsqu'il y en a, de leurs enfants) par un partenaire éconduit se multiplie (Côté 1991; CMCS 1998). Ces crimes sont devenus si fréquents que l'hebdomadaire à sensation *Allô Police* propose de qualifier ces crimes du néologisme de «suicide étendu» lorsque l'assassin attend ensuite à ses jours. Une autre façon de signaler qu'il n'y a que l'expérience des hommes qui compte dans ce jeu de massacre.

Le pouvoir sans les responsabilités

À cette politique de retrait *de facto* des agressions sexistes de l'appareil pénal correspond un travail persistant du lobby masculiniste pour faire retirer aux parents de première ligne et aux enfants les garanties du droit de la famille et de la protection de la jeunesse, le tout au profit de privilèges absolus pour à peu près n'importe quel père biologique³⁸. Aux prérogatives de celui des parents qui a effectué et va continuer d'assumer l'essentiel du *travail* parental seraient substitués des droits absolus pour l'autre parent, par assimilation de l'intérêt de l'enfant à l'autorité paternelle, évolution que Sutton et Friedman (1982) qualifient de «jalon historique important de l'histoire du patriarcat». Il y aurait donc reculé devant le projet d'une société de droit où femmes et enfants seraient également sujets au profit d'un arbitrage – la «médiation familiale» – équivalant à un droit de veto du père sur chacun des choix de la mère, et ce, sans le soutien d'une pension alimentaire, remplacée par la soi-disant «responsabilité partagée» du parent s'arrogeant le contrôle du parent de première ligne.

Les hommes qui participent déjà le moins aux tâches parentales y gagneraient donc sur deux tableaux, celui de l'argent et du contrôle, sans compter la menace d'une déchéance parentale de la mère qu'ils seront plus à même de réclamer, en invoquant la présence d'une nouvelle conjointe (mère de remplacement), et le succès de quelques années de cette responsabilité conjointe où le parent de première ligne aura vécu sous haute surveillance. C'est là une façon de couper aux femmes la sortie de secours que constitue le divorce – et certains masculinistes ne s'en cachent pas, faisant valoir auprès d'un État de plus en plus porté au désengagement dans le cas du soutien aux femmes (Côté 1998) que la menace de perdre leurs enfants les dissuadera de réclamer le divorce. Par ailleurs, il est difficile d'accorder longtemps foi au statut de victime d'hommes qui se prétendent frustrés de la garde de leurs enfants lorsqu'on constate jusqu'à quel point ils travaillent à mettre tous les pouvoirs et tous les privilèges entre les mains du parent non gardien, tout en négociant de plus en plus chèrement la concession de continuer à laisser à l'ex-conjointe l'essentiel du travail parental matériel après la rupture (Lamb 1987).

36. Observation personnelle consignée dans un rapport détaillé sur cette assemblée de l'ARIHV. Voir Jones et Schechter (1993 : 136-150) et CMCS (1997) pour une analyse des programmes pour maris et conjoints violents.

37. Rondeau (1988 : 76-77).

38. J'ai vu au congrès 1989 de la National Organization for Men Against Sexism (NOMAS), à Pittsburgh, des masculinistes échanger de la jurisprudence sur des procès de reconnaissance de paternité gagnés par des donneurs de sperme.

Conclusion

Nous avons observé sur le terrain un mouvement d'organisation politique et de représentation des hommes en tant qu'hommes, où – comme dans d'autres mouvements politiques réactionnaires – la notion de «droits» des membres du groupe dominant est utilisée pour lutter contre une véritable équité. Cette activité dynamique et délibérée nous semble confirmer l'analyse matérialiste du sexisme qui, plutôt que d'interpréter ce dernier comme un simple effet de conditionnement – à l'extrême, comme un système imposé aux hommes, à l'encontre de leur intérêt «véritable» –, y voit des stratégies et des choix réfléchis et intéressés, dont celui d'une protection sociale des pires outrances que choisissent de commettre des hommes sur le «front intérieur» (Armstrong 1983).

Si les hommes analystes du *men's movement* (Clatterbaugh 1990; Thorne-Finch 1992) ont insisté sur la diversité de ses manifestations, nous y avons surtout observé – au-delà d'inévitables querelles de chapelle et de préséance mâle – des convergences, des alliances et des complaisances significatives. Qu'ils travaillent au retour du droit paternel (Chesler 1986 et 1994), à la «rédemption» de la virilité (Stoltenberg 1989), à faire des agresseurs sexistes des bénéficiaires du réseau de soutien psychosocial (CMCS 1997), ou qu'ils se contentent d'attaquer les femmes, les mères et les féministes – parfois même au nom d'un proféminisme «éclairé»³⁹ (Delphy 1977; Leonard 1983), nous voyons les masculinistes de toutes couleurs faire cause commune. Cette cause, c'est celle des hommes, le genre privilégié, à qui le discours et la pratique masculinistes prêtent une position d'opprimés et de détresse pour mieux attiser un mouvement de ressac et imposer de nouveaux modes d'exercice de l'oppression des femmes par les hommes, en exploitant un discours libertaire. L'influence de ces organisations paraît disproportionnée par rapport à leur faible ancrage dans la population (on compte au Québec moins d'une dizaine de groupes d'hommes⁴⁰, dont plusieurs ne comptent qu'un ou deux membres, au regard de plusieurs centaines d'organisations de femmes), ce qui suggère que leur fonction est essentiellement de servir d'alibi idéologique à un appareil social (État, tribunaux, médias, etc.) qui demeure profondément patriarcal, même devant les formes les plus extrêmes de répression infligée aux femmes. D'abord repérée par Andrea Dworkin (1983a et 1983b), cette inquiétante alliance entre les volets conservateurs et apparemment progressistes du masculinisme ainsi que cet effort pour transformer une tutelle privée en tutelle publique, avec le soutien de l'État, appellent des recherches plus poussées.

Martin Dufresne
Collectif masculin contre le sexisme

39. Quelques exemples : dans le réseau Internet, la seule liste de discussion proféministe, PROFEM-L@coombs.anu.edu.au, est à peu près inactive, sauf lorsque les personnes abonnées discutent de la souffrance d'hommes devant des femmes. Un bulletin de liaison proféministe américain, l'*Activist Men's Journal*, a été sabordé en 1995 par son comité de rédaction en rejet d'un vote majoritaire des abonnés contre toute nouvelle publication d'attaques dirigées contre le féminisme ou les femmes. Une autre publication, affiliée à NOMAS (National Organization for Men Against Sexism), *Changing Men*, avait déjà fermé après avoir été confrontée par des féministes à propos d'un article et d'une annonce propédoophilie (*Changing Men*, n°s 24 et 25, 1992-1993). Au Canada, l'organisation proféministe «Campagne du ruban blanc» a recueilli à ses débuts plus de 400 000 \$ pour la violence contre les femmes en promettant de remettre la moitié de ses «surplus» à des groupes féministes; les femmes n'ont «pas reçu un sou» (Spark 1994). En France, un proféministe de pointe prête aux conjointes des hommes violents dont il est à l'écoute le «syndrome de la mère» et le «syndrome de l'assistante sociale» (Welzer-Lang 1991 : 138-139). Pas toujours évident, le «proféminisme»...

40. Voir la liste à l'adresse suivante : http://www.travel-net.com/~pater/asso_per.htm.

RÉFÉRENCES

ACKER, Karen

- 1998 «Voices of Experience, Voices for Change : The Impact of the Family Law System on Mothers and their Children», *Canadian Woman Studies*, 18, 2-3, octobre : 75-80.

APA (AMERICAN PSYCHOLOGICAL ASSOCIATION)

- 1996 *Report of the APA Presidential Task Force on Violence and the Family*. Washington, The American Psychological Association.

ARMSTRONG, Louise

- 1983 *The Home Front : Notes from the Family War Zone*. New York, McGraw Hill.
- 1994 *Rocking the Cradle of Sexual Politics : What Happened When Women Said Incest*. Reading (Mass.), Addison-Wesley.

BRADSHAW, Jan

- 1982 «Now What Are They Up To? Men in the "Men's Movement"!», in Scarlet Friedman et Elizabeth Sarah (dir.), *On the Problem of Men : Two Feminist Conferences*. Londres, The Women's Press : 174-189.

BROUÉ, Jacques

- 1984 « Le groupe : pour hommes seulement », in H. de Fontenay (dir.), *La certitude d'être mâle*. Montréal, Jean Basile éditeur : 23-36.

CHALOUH, Marie et Louise Malette

- 1990 *Montréal, 6 décembre 1989*. Montréal, Éditions du remue-ménage.

CHESLER, Phyllis

- 1986 *Mothers on Trial*. New York, McGraw-Hill.
- 1994 «The Men's Auxiliary», in Phyllis Chesler (dir.), *Patriarchy : Notes of an Expert Witness*. Monroe (Maine), Common Courage Press : 47-54.

CLATTERBAUGH, Kenneth

- 1990 *Contemporary Perspectives on Masculinity: Men, Women, and Politics in Modern Society*. Colorado et Oxford, Westview Press.

CMCS (COLLECTIF MASCULIN CONTRE LE SEXISME)

- 1993 *Contre le lobby masculiniste dans nos collectivités*. Montréal, CMCS.
- 1994 *Faux souvenirs... ou répression bien réelle?* Dossier. Montréal, CMCS.
- 1995 *Les dents du père : quand toute une société est prise en otage*. Tract. Montréal, CMCS.
- 1997 *Limites et risques de l'intervention psychologisante auprès des batteurs de femmes*. Montréal, CMCS.
- 1999 *Compte rendu détaillé des assassinats de femmes et d'enfants par des hommes au Québec depuis le 1^{er} janvier 1989*. Montréal, CMCS.

CÔTÉ, Andrée

- 1991 *La rage au cœur : rapport de recherche sur le traitement judiciaire de l'homicide conjugal au Québec*. Baie-Comeau, Regroupement des femmes de la Côte-Nord.
- 1998 *Les retombées du désengagement de l'État sur les droits des femmes : le cas de l'Ontario*. Monographie. Toronto, Centre de recherche féministe à l'Université de York.

CREAN, Susan

1988 *In the Name of the Fathers : The Story Behind Child Custody*. Toronto (Ontario), Second Story Press.

DELPHY, Christine

1970 «L'ennemi principal», *Partisans*, numéro spécial «Libération des femmes», novembre.

1975 « Pour un féminisme matérialiste », *L'Arc*, avril : 61-67.

1977 «Nos amis et nous», *Questions féministes*, 1.

DWORKIN, Andrea

1983a «Pourquoi ces hommes que l'on dit progressistes raffolent de la pornographie et en ont tellement besoin», in Laura Lederer (dir.), *L'envers de la nuit : les femmes contre la pornographie*. Montréal, Éditions du remue-ménage.

1983b *Right-Wing Women*. New York, Wideview-Perigee.

1997 «Mass Murder in Montreal», in Andrea Dworkin (dir.), *Life and Death : Unapologetic Writings on the War Against Women*. New York, Free Press : 105-114.

EHRENREICH, Barbara

1983 *The Hearts of Men : American Dreams and the Flight from Commitment*. Garden City (New York), Anchor.

1987 «Preface», in Klaus Theweleit, *Male Fantasies*, t.1. Minneapolis, University of Minnesota Press.

EHRlich, Carol

1975 «The Reluctant Patriarchs, Review of *Men and Masculinity*», *WIN*, février. Repris dans Jon Snodgrass (dir.), *For Men Against Sexism*, Albion (Ca.), Times Change Press/New Society Publishers, 1977 : 141-145.

FALUDI, Susan

1991 *Backlash : The Undeclared War Against American Women*. New York, Crown.

HAGAN, Kay Leigh

1992 *Women Respond to the Men's Movement : A Feminist Collection*. New York, Harper Collins.

JONES, Ann

1994 *Next Time, She'll Be Dead : Battering and How to Stop It*. Boston (Mass.), Beacon.

JONES, Ann et Susan Schechter

1993 *Quand l'amour ne va plus : échapper à l'emprise d'un conjoint manipulateur*. Montréal, Le Jour éditeur.

KAYE, Miranda et Julia Tolmie

1998a «Fathers' Rights Groups in Australia and their Engagement with Issues of Family Law», *Australian Journal of Family Law*, 12, 1, mars : 19-67.

1998b «Discoursing Dads : The Rhetorical Devices of Fathers' Rights Groups», *Melbourne University Law Review*, 22 : 162-194.

KRISTIANSEN, Connie

- 1994 «Bearing Witness to the Patriarchal Revictimization of Survivors» *Newsletter of the Section on Women and Psychology, Canadian Psychological Association*, 20, 2 : 7-16; aussi dans le site Web : <http://www.carleton.ca/~whovdest/swap.html>.

LAMB, Louise

- 1987 «Involuntary Joint Custody : What Others will Lose if Fathers' Rights Groups Win», *Herizons*, janvier-février : 20-31.

LEDERER, Laura

- 1983 *L'envers de la nuit : les femmes disent non à la pornographie*. Montréal, Éditions du remue-ménage.

LEGENDRE, Pierre

- 1989 *Le crime du caporal Lortie : traité sur le père*. Paris, Fayard.

LEONARD, Diana

- 1982 «Male Feminists and Divided Women», in S. Friedman et E. Sarah (dir.), *On the Problem of Men : Two Feminist Conferences*. Londres, Women's Press : 157-173.

MACKINNON, Catharine A.

- 1982 «Feminism, Marxism, Method and the State», *Signs*, 8, 4 : 635-658.

PENFOLD, P. Susan

- 1995 «Mendacious Moms or Devious Dads? Some Perplexing Issues in Child Custody/Sexual Abuse Allegation Disputes», *Canadian Journal of Psychiatry*, 40.

RENNIE, Susan et Kirsten Grimstad

- 1977 «Men», in Jon Snodgrass (dir.), *For Men Against Sexism*. Albion (Ca.), Times Change Press/New Society Publishers : 150-153.

RICH, Adrienne

- 1981 «La contrainte à l'hétérosexualité et l'existence lesbienne», *Nouvelles Questions féministes*, 1, 1 : 15-44.

RONDEAU, Gilles, Juergen Dankwort et Monique Gauvin

- 1988 *Les programmes québécois d'aide aux conjoints violents*. Québec, Planification-Évaluation santé et services sociaux.

SALTER, Anna C.

- 1989 *Accuracy of Expert Testimony in Child Sexual Abuse Cases : A Case Study of Ralph Underwager and Hollida Wakefield*, Rapport auto-édité. Lebanon (New Hampshire).

SEGAL, Lynne

- 1990 *Slow Motion : Changing Masculinities, Changing Men*. Londres, Virago.

SMART, Carol et Selma Sevenhuijsen (dir.)

- 1989 *Child Custody and the Politics of Gender*. Londres et New York, Routledge.

SMITH, Rita et Pamela Coukos

1997 «Fairness and Accuracy in Evaluations of Domestic Violence and Child Abuse in Custody Determinations», *The Judges Journal*, automne : 38-56.

SPARK, Bobbi

1994 *Gift-Wrapping The Men's Movement : Canada's White Ribbon Campaign*. Kingston, Queen's University.

STOLTENBERG, John

1989 *Refusing to Be a Man : Essays on Gender Justice*. New York, Meridian.

1995 *Peut-on être un homme sans faire le mâle?* Montréal, Éditions de l'homme.

SUTTON, Jo et Scarlet Friedman

1982 «Fatherhood : Bringing It All Back Home», in S. Friedman et E. Sarah (dir.), *On the Problem of Men*. Londres, Women's Press : 117-127.

THOENNES, Nancy et Patricia G. Tjaden

1990 «The Extent, Nature and Validity of Sexual Abuse Allegations in Custody/Visitation Disputes», *Child Abuse & Neglect*, 14 : 151-162.

THORNE-FINCH, Ron

1992 *Ending the Silence : The Origins and Treatment of Male Violence Against Women*. Toronto, University of Toronto Press.

VCASAA (Vancouver Custody & Access Support & Advocacy Association)

1996 *Women and Children Last : Custody Disputes and the Family «Justice» System*. Victoria (Colombie-Britannique), VCASAA.

WELZER-LANG, Daniel

1991 *Les hommes violents*. Paris, Lierre & Coudrier.

WILSON, Trish

1997 «Will Paternal Paranoia Triumph? The Organization of Angry Dads», *On the Issues*, 6, 1, hiver : 20-21; aussi dans le site Web : <http://www.echonyc.com/~onissues/w97paranoia.html>.